

# La crise du capitalisme à notre époque

[Christian Rakovsky](#)

*Source : Conférence donnée à Kharkov le 2 février 1925 et publiée en brochure (tirage de 10000 exemplaires) par les Éditions d'État d'Ukraine pour toutes les bibliothèques, clubs, salles de lecture et coins rouges de la république soviétique ukrainienne. [Isrkra-Resarch.org](http://Isrkra-Resarch.org).  
Traduction et notes MIA.*

**L**a notion de crise du capitalisme est extrêmement répandue dans notre littérature, et ce non sans raison, car le capitalisme vit en permanence dans la crise. Cette crise est inscrite dans ses fondements, et elle s'est particulièrement accentuée après la guerre. Toutefois, il serait extrêmement erroné de se représenter cette crise du capitalisme comme une ligne droite suivant laquelle le capitalisme avancerait automatiquement, à un rythme accéléré, vers sa destruction, vers son effondrement. Une telle vision est totalement contraire à la réalité : d'abord, il n'existe aucune loi automatique ; dans l'histoire, tout est accompli par les hommes et les classes. Ainsi, même si une classe traverse une crise, si la classe aux intérêts opposés – en l'occurrence la classe ouvrière – ne fait rien, aucune chute ne surviendra : le capitalisme trouvera suffisamment de ressources, suffisamment de moyens pour colmater ses brèches, panser ses plaies et reprendre sa course.

À cet égard, si nous examinons l'histoire du développement économique d'après-guerre, nous observons une ligne extrêmement brisée. Immédiatement après la guerre, nous assistons à une conjoncture favorable : le commerce extérieur des différents États connaît une croissance rapide, car, en raison de la guerre et de l'impossibilité des transports, tous les États s'étaient retrouvés dépourvus de marchandises. Dès la fin de la guerre, ils se sont empressés d'acheter les biens nécessaires et de remplir leurs entrepôts.

Certains États ont même profité de cette facilité d'achat à l'étranger pour réaliser une sorte d'emprunt extérieur, comme notre voisin, la Roumanie. Après la guerre, la Roumanie a diffusé une circulaire à toutes ses chambres de commerce, leur enjoignant de conseiller à leur tour aux marchands roumains d'acheter le plus possible de marchandises en Angleterre, en France, etc. Le crédit commercial ordinaire est un crédit à court terme, de trois mois, avec possibilité de renouvellement des lettres de change. Lorsque vint le moment pour les marchands roumains de payer, il s'avéra qu'ils n'avaient pas d'argent. Le gouvernement roumain promulgua alors une loi unilatérale autorisant ses marchands à régler leurs dettes envers les firmes anglaises, françaises et autres non pas en 3 ou 6 mois, mais en 15 mois. Vous constatez que les Roumains, sans être le moins du monde bolcheviks, recoururent à des moyens qu'on ne saurait considérer comme acceptables au regard de la morale commerciale.

Ainsi, immédiatement après la guerre, nous avons une conjoncture favorable. Cependant, une fois les entrepôts remplis et les moyens de paiement épuisés pour les marchandises acquises, cette conjoncture disparut, laissant place à une stagnation massive du commerce extérieur. Cette situation

engendra un chômage exacerbé, notamment en 1921 et 1922 (l'année de la Conférence de Gênes<sup>1</sup>). Déjà en 1921, à la veille de cette conférence, il était évident que les pays capitalistes souffraient d'une surproduction colossale, que l'exportation de marchandises devenait extrêmement difficile et qu'une crise industrielle aiguë s'installait. Ensuite, si nous examinons l'année 1923, nous voyons que cette crise persiste, et ce n'est qu'en 1924 que le tableau change. Durant cette dernière année, le commerce extérieur de tous les pays a connu un regain notable.

Vous observerez donc combien il serait erroné de concevoir le développement de la crise capitaliste comme une ligne droite, puisque l'intensité du processus de crise fluctue, avec même des moments de conjoncture favorable dans le commerce extérieur. Mais si nous considérons globalement les États capitalistes au lendemain de la guerre, si nous nous remémorons les difficultés de toute nature auxquelles ils durent faire face, et si nous examinons leur état actuel ainsi que la vie internationale en général, nous devons affirmer sans hésitation qu'en ces 5 ou 6 années postérieures à la guerre, la société capitaliste a réussi à surmonter bien des périls menaçant son existence immédiate.

Qu'en était-il alors ? Nous pouvons classer ces difficultés en deux catégories : celles d'ordre économique et financier, et celles d'ordre politique. Dans le domaine économique et financier, les États capitalistes devaient d'abord opérer la transition d'une économie de guerre à une économie de paix. Les usines auparavant dédiées à l'industrie militaire se voyaient assigner de nouvelles tâches : là où l'on produisait des avions, des mitrailleuses ou des canons, il fallait désormais fabriquer des avions civils, des tracteurs ou des charrues. Ce fut la première difficulté, mais non la plus redoutable. La plus grande résidait dans l'effondrement de la circulation monétaire. Après la guerre, tous les États se retrouvèrent avec des masses colossales de papier-monnaie ; partout, les devises chutèrent rapidement. Tant que dura la guerre, une certaine solidarité liait les États capitalistes : l'Amérique secourait la France, l'Angleterre, et même la Russie soutenait l'Angleterre. Jusqu'à ce moment, la question de la dépréciation monétaire ne s'était donc pas posée avec acuité.

J'ai déjà indiqué que pendant la guerre, même la Russie secourait l'Angleterre, car dès le début des hostilités, en 1915 et 1916, durant trois années, l'ancien gouvernement russe envoya à l'Angleterre pas moins de 68 millions de livres sterling en or. Autrement dit, 40 % de la réserve d'or de l'État russe fut acheminée via la Suède – et auparavant, avant la fermeture des détroits, via Constantinople – vers l'Angleterre, d'où les Britanniques en expédièrent une partie en Amérique. Tous agirent de la sorte : les Français remirent également à l'Angleterre un milliard de francs-or en pièces et lingots pour soutenir le cours de la livre sterling. Une convention spéciale fut conclue à cet effet, dont nous avons dû rappeler l'existence à la délégation et au gouvernement britanniques lors de nos négociations récentes<sup>2</sup>. Si le rouble s'est effondré si brutalement, cela s'explique en partie par le transfert de 40 % de nos réserves d'or en Angleterre pour stabiliser la livre. Et si cette dernière sortit de la guerre plus stable que le franc français, le franc belge, la lire italienne ou le rouble, c'est parce que tous, avant la guerre, avaient accumulé leur or dans les coffres de la Banque d'Angleterre.

---

1. La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Pour la première fois invitée à une telle conférence par les puissances impérialistes, la Russie soviétique marquait ainsi son entrée dans la politique internationale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « conférence des experts », réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais qui n'aboutit également à aucun résultat.

2 Il s'agit de la Conférence de Londres entre les représentants britanniques et la délégation soviétique (dirigée par Christian Rakovsky, alors Chargé d'Affaires à Londres) qui s'est tenue du 14 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance « de jure » de l'URSS par la Grande-Bretagne (1er février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité de commerce fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifiée à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

Après la guerre, cette entraide cessa. Par ailleurs, il faut reconnaître que l'Angleterre finança toutes les commandes passées par le gouvernement tsariste, la France ou l'Angleterre auprès de l'Amérique. Les Britanniques avancèrent des sommes colossales au régime tsariste, et leur facture s'élève à pas moins de 700 millions de livres sterling – soit environ 6,5 milliards de roubles-or – qu'ils versèrent à l'Amérique. Toutefois, l'essentiel des opérations se déroula en Angleterre même, où les montants étaient transférés d'un compte à l'autre, les commandes étant traitées par des usines britanniques.

Les profits – ou plutôt ces réserves et bénéfices – furent colossaux. Les industriels versaient au gouvernement britannique 80 % de leurs profits sous forme d'impôt. Durant la guerre, une taxe exceptionnelle frappait les entreprises anglaises, prélevant 80 % des bénéfices au profit du Trésor public. Au final, malgré les avances consenties, l'Angleterre en tira avantage et émergea, comparée aux autres, mieux organisée et plus puissante sur le plan financier. Je ne parle pas de l'Amérique, entrée en guerre seulement lors de la dernière année du conflit : elle avait déjà amassé d'énormes réserves d'or, et le dollar ne perdit pas un centime.

Partout ailleurs, les devises s'effondrèrent. Même la fière livre sterling perdit environ 20 % de sa valeur. Le franc français atteignit l'an dernier le taux de 120 francs pour une livre, alors qu'avant-guerre, une livre valait 25 francs – ces 25 francs correspondant alors à la parité or. Vous mesurez ainsi la dégringolade du franc. En Belgique, la situation est pire. Quant à l'Allemagne, il est inutile d'en parler : il y a un an et demi, la nouvelle Rentenmark<sup>3</sup> valait un milliard d'anciens marks. À Gênes, on nous présentait comme un exemple de pays jonglant avec des chiffres astronomiques. Un an plus tard, l'Allemagne nous surpassa allègrement dans ce domaine.

Partout, disons-le, les monnaies chutèrent. Cela impacta d'abord les transactions commerciales internationales. Avec une telle instabilité des devises, il était impossible d'envisager un commerce régulier ou une relance industrielle.

La troisième difficulté à laquelle se heurtèrent les États capitalistes après la guerre réside dans la rupture des liens économiques et financiers, tissés sur des siècles, détruits par les traités de l'après-guerre. Prenons l'exemple de l'Empire austro-hongrois : démembré en 5 ou 6 États (dont j'ometts volontairement l'énumération), ses circuits commerciaux internes furent disloqués. Chaque nouvel État issu de ses ruines dut reconstruire ses propres réseaux économiques et financiers. Cette balkanisation de l'Europe fractura les routes commerciales traditionnelles, compliquant davantage les échanges internationaux.

Le quatrième obstacle fut la pénurie de liquidités. La guerre épuisa les réserves disponibles, et les fonds restants dans les banques perdirent leur valeur réelle avec l'effondrement des monnaies. Sans système monétaire stable, le crédit international et les emprunts devinrent impraticables à grande échelle. Les prêts étrangers restèrent exceptionnels dans l'immédiat après-guerre. Je m'abstiens de détailler d'autres difficultés économique-financières : ces quatre exemples suffisent à illustrer l'ampleur des défis capitalistes.

Quid des difficultés politiques ? La guerre provoqua un mécontentement massif parmi les travailleurs, tant dans les pays vainqueurs que vaincus. Dans ces derniers, l'appareil d'État ébranlé permit des révolutions (Allemagne, Hongrie). Mais même les vainqueurs subirent un ressentiment populaire. Quatre ans de carnage – 15 à 16 millions de morts, dont plus de 3 millions pour la Russie, essentiellement ouvriers et paysans – nourrirent une aversion générale pour les responsables du conflit. Chaque gouvernement rejeta la faute sur un autre : au traité de Versailles, l'Allemagne fut contrainte d'endosser l'entière responsabilité. Cette humiliation servait moins à punir qu'à légitimer les réparations et le contrôle économique imposé par les Alliés.

---

3. Le Rentenmark ou Mark-rente est une monnaie de transition allemande, adoptée pour faire face à l'hyperinflation qui sévit entre 1919 et 1923.

Ils souhaitaient rejeter la responsabilité de la guerre sur autrui pour s'en décharger aux yeux de leurs masses. Dans le cas contraire, l'autorité de l'État en aurait pâti – car même si aucun gouvernement ne pouvait être explicitement accusé d'avoir déclenché le conflit, tous étaient coupables de ne l'avoir empêché. Bien que les vainqueurs aient tenté d'imputer la faute aux vaincus, leur responsabilité morale persista, érodant leur légitimité.

La guerre révéla l'incompétence criante des gouvernements bourgeois à l'organiser et à la mener. Aucune puissance ne produisit de stratège ou de commandant remarquable. L'incapacité des appareils étatique et militaire – dans l'approvisionnement, la logistique, la direction des opérations – fut sans précédent. L'histoire n'avait jamais connu dirigeants aussi médiocres. Les « héros » célébrés pendant le conflit (Foch, Hindenburg, etc.) furent démasqués après-guerre comme des bureaucrates falots, simples rouages d'un mécanisme qu'ils ne contrôlaient pas. Les mémoires militaires français et allemands réduisirent leur gloire à néant. La victoire ne fut pas le fruit du génie stratégique, mais de l'épuisement général et de l'impact de la révolution russe – vérité que nul État ne put dissimuler.

La guerre engendra un état d'esprit spécifique, baptisé « humeur démobilisatrice ». Le voyageur américain Vanderbilt, parcourant l'Europe en 1919-1920, décrit dans ses écrits une « vague de paresse » généralisée : aversion organique pour le travail, refus de revenir aux conditions d'exploitation d'avant-guerre. La classe ouvrière, marquée par la révolution russe, nourrissait désormais des aspirations subversives. La bourgeoisie internationale craignait légitimement, durant les premières années post-1918, une contagion révolutionnaire – crainte attisée par l'inflation galopante.

Les traités de paix (Versailles, Saint-Germain-en-Laye, etc.) léguèrent une multitude de conflits territoriaux non résolus : la Haute-Silésie (plébiscite reporté) ; La frontière Tchécoslovaquie/Pologne ; Fiume (revendiqué par l'Italie et la Yougoslavie) ; les litiges Roumanie/Yougoslavie, Yougoslavie/Albanie (occupation de Shkodër), Grèce/Albanie ; la question turque, rouverte par la dénonciation du traité de Sèvres.

À ces tensions s'ajouta l'occupation française de la Ruhr en janvier 1923, justifiée par Paris comme moyen de pression sur l'Allemagne pour les réparations. Cette initiative unilatérale, non prévue par les traités, plongea l'Europe dans une nouvelle crise.

Comme vous pouvez le constater, outre les autres difficultés, la bourgeoisie mondiale et sa diplomatie ont hérité de la guerre toute une série de problèmes. À ceux-ci s'ajoute la question majeure des dettes interalliées : l'Angleterre a prêté à ses alliés environ 2 milliards de livres sterling, tandis que les États-Unis ont avancé à la seule Angleterre 1 milliard de livres, et davantage encore à d'autres alliés. Ce dossier reste lui aussi ouvert et non résolu.

Examinons maintenant comment les gouvernements capitalistes ont surmonté ces défis. Commençons par la stabilisation monétaire. La livre sterling, qui valait 4,20 dollars en janvier dernier, atteignait 4,81 dollars en bourse la semaine passée – une appréciation d'environ 20 % en un an. Le franc français a connu de fortes fluctuations : en mars, il fallait 120 francs pour une livre. Après un emprunt de 100 millions de dollars aux États-Unis, la France a stabilisé sa monnaie autour de 80 à 90 francs pour une livre. La lire italienne, stable depuis deux ans (100 liras pour une livre), a récemment chuté à 120 liras, moins en raison de facteurs économiques que de l'instabilité politique du gouvernement Mussolini. En Pologne, l'introduction de l'étalon-or a consolidé la monnaie. Partout, les devises résistent désormais aux chocs – y compris dans les Balkans, où leur cours reste bas mais peu volatile.

Qu'en est-il de la relance industrielle ? Comme indiqué précédemment, l'industrie – malgré des cycles de récession et de croissance – connaît une haute conjoncture fin 1924 et début 1925. Prenons l'exemple américain : en octobre, l'excédent commercial des États-Unis s'élevait à 250 millions de dollars, contre 90 millions en octobre 1923. Le Royaume-Uni affiche un déficit commercial marqué

(excès des importations), mais des secteurs clés comme le textile redécollent : seuls 7 % des métiers à tisser sont inactifs, et la semaine de travail moyenne est passée de 26 à 38 heures – approchant la norme d'avant-guerre (46 heures). La presse londonienne attribue ce rebond à un dynamisme renouvelé des échanges avec l'Afrique de l'Ouest et les colonies.

Si vous prenez la France, outre l'amélioration de sa balance commerciale, vous pouvez désormais y constater que, pour la première fois, les Français indiquent dans leur budget prévisionnel de l'État pour 1925 un excédent des recettes sur les dépenses de 1 milliard 300 millions de francs-papier. Si vous examinez la question du crédit, vous observerez que le volume des transactions avec les États étrangers sur la Bourse de Londres en 1924, c'est-à-dire divers emprunts, dépasse celui de 1923.

Je pourrais citer bien d'autres chiffres, mais je ne souhaite pas surcharger votre mémoire. Vous pouvez toutefois retenir comme fait général qu'en 1924, plus d'une demi-douzaine d'emprunts étrangers furent cotés à la Bourse de Londres : japonais, hongrois, tchécoslovaque, grec, autrichien et allemand. J'en ai compté six, mais il pourrait y en avoir davantage, le dernier en date étant l'emprunt allemand. Vous savez que les Alliés ont prêté à l'Allemagne 40 millions de livres sterling, dont 20 millions furent placés en Amérique, 15 millions en Angleterre, et les 5 millions restants en France, Belgique, Italie, Allemagne et Hollande. Ainsi, vous disposez d'une preuve du rétablissement du crédit international.

En ce qui concerne la restauration du système financier international, ceux qui connaissent le rôle de Vienne peuvent attester que, bien que la ville ait perdu une grande partie de son importance en tant qu'ancien nœud financier pour tout le Sud-Est européen suite au démembrement de l'Empire austro-impérial, elle en a aujourd'hui retrouvé 60 %. Vienne demeure la capitale de nombreuses banques où participent les capitaux de tous les grands pays capitalistes. J'y reviendrai plus loin.

Si nous passons aux difficultés politiques, nous devons noter avant tout que la bourgeoisie a jeté au prolétariat un os à ronger – la journée de travail de 8 heures. En exploitant les sociaux-démocrates et en profitant du fait que la classe ouvrière sortait de la guerre avec des organisations professionnelles désorganisées, la bourgeoisie des pays vainqueurs parvint, par la terreur, la corruption et la tromperie, à éliminer les tendances révolutionnaires. Elle réussit à contraindre partiellement la classe ouvrière à se résigner à sa condition de classe subalterne. Quant aux difficultés politiques de caractère international, territoriales et autres, rappelons que la question de la Haute-Silésie a été résolue d'une manière ou d'une autre ; nous savons qu'elle fut partagée entre la Pologne et l'Allemagne. La question de Fiume fut réglée par un accord direct entre l'Italie et la Yougoslavie. Les litiges frontaliers entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, entre la Roumanie et la Serbie ont été résolus, et les frontières nord et sud de l'Albanie fixées.

Je pourrais poursuivre en citant une série d'autres faits démontrant que certains problèmes étaient à la portée de la bourgeoisie. Ainsi, vous obtenez des preuves du renforcement de la bourgeoisie, de la consolidation de la classe capitaliste durant cette période : 1922-1924 inclus. Ce renforcement suivit une trajectoire sinueuse et rencontra des obstacles, mais, en fin de compte, le capitalisme parvint partiellement, je le répète, à surmonter les défis posés par la guerre mondiale.

Tel est le tableau, si nous l'examinons de manière quelque peu unilatérale, c'est-à-dire en sélectionnant uniquement des faits d'une certaine catégorie et sans prendre la peine de regarder plus profondément pour discerner ce qui se cache derrière cette prospérité apparente. Tout d'abord, à ce portrait optimiste – que j'ai brossé de manière à ce que même le plus ardent défenseur du capitalisme ne puisse m'accuser de partialité – il convient d'ajouter quelques éléments. D'un côté, prenons un pays comme l'Angleterre : nous constatons que son système de crédit est rétabli et que ses capitaux retrouvent progressivement leurs anciennes voies. Les progrès sont tels que, dans le nouveau budget de 1925, le ministre des Finances britannique Churchill propose de réduire l'impôt sur le revenu de 4 shillings et demi à 3 shillings et demi par livre sterling. Par ailleurs, les rapports des cinq plus grandes

banques anglaises, dites Big Five, révèlent des profits supérieurs d'un million de livres sterling en 1924 par rapport à 1923.

Ainsi, j'ai ajouté des teintes rosées au tableau de la prospérité et de l'optimisme capitalistes. Tout cela est tangible, mais que constatons-nous simultanément ? Nous observons que ces dernières semaines de décembre et premiers jours de janvier – pour lesquels nous disposons de chiffres – le nombre de chômeurs en Angleterre atteint désormais 1 340 000. Ce chiffre concerne uniquement les chômeurs enregistrés, c'est-à-dire ceux percevant une allocation d'État. Les non-indemnisés ou ceux travaillant à temps partiel en sont exclus. La presse précise que ce nombre a augmenté de 50 000 personnes par rapport à la semaine précédente. Comparé à la même période de l'an dernier, l'augmentation est également de 50 000, voire 100 000 en réalité, car l'ancien gouvernement travailliste a élargi les critères d'éligibilité aux allocations, incluant 50 000 travailleurs supplémentaires.

Prenons un autre fait révélateur dans la presse britannique : le déficit commercial de 1924 s'élève à 344 millions de livres sterling. L'Angleterre a donc importé pour l'équivalent de trois milliards de roubles-or de marchandises de plus qu'elle n'en a exporté. La presse souligne qu'il s'agit du plus gros déficit commercial de l'histoire britannique. Nuance cruciale : outre les revenus d'exportation, l'Angleterre perçoit des « revenus invisibles ». Pour déterminer si elle subit une perte nette, il faut additionner ses exportations à ces revenus occultes.

En quoi consistent ces revenus invisibles ? Premièrement, l'Angleterre détient une quantité considérable de titres, de prêts temporaires, et même d'actions d'entreprises et de banques étrangères. Le deuxième revenu invisible important pour l'Angleterre est celui de sa marine marchande. Le troisième revenu invisible important pour l'Angleterre est celui de ses compagnies d'assurance. En 1923, le montant total de ces revenus invisibles s'élevait à 300 millions de livres sterling. Si vous capitalisez ce montant en le multipliant par 20 et que vous considérez que l'Angleterre reçoit 5 % de son capital, vous constaterez que l'Angleterre possède des biens à l'étranger d'une valeur de 6 milliards de livres sterling, soit 55 milliards de roubles-or, et de ces biens, elle perçoit des revenus invisibles, provenant de la marine marchande, qui sillonne toutes les mers et tous les océans d'Europe, des compagnies d'assurance et des entreprises. On suppose qu'en 1924, ces revenus invisibles étaient supérieurs de 10 % à ceux de 1923, s'élevant ainsi à 330 millions de livres sterling. Malgré cela, le solde final révèle une perte nette de 1,5 million de livres sterling, entamant le revenu national britannique.

Examinons les secteurs clés : si le textile connaît un essor (comme mentionné), le charbon et la métallurgie régressent fortement. En 1923, les exportations de charbon britannique s'élevaient à 25-30 millions de livres, notamment grâce aux achats allemands financés par un emprunt londonien de 3 millions de livres (le Ruhr étant alors occupé par la France). En 1924, l'accord franco-belge avec les industriels du Ruhr permit à l'Allemagne de s'approvisionner localement, réduisant sa dépendance au charbon anglais. Par ailleurs, la métallurgie britannique pâtit de la concurrence allemande.

Ainsi, ce tableau optimiste nécessite des correctifs. Pour l'Angleterre, j'ai déjà exposé les révisions impliquées par une série d'événements majeurs sociaux et politiques.

Prenons maintenant l'une des questions les plus débattues : la volonté des industriels britanniques d'allonger la journée de travail. Dans les mines anglaises, la journée de 7 heures est en vigueur. Les patrons affirment qu'avec ce régime, la productivité est trop faible pour rivaliser avec le charbon allemand. Leur solution ? Porter la journée à 8 heures, voire 9 heures selon certains.

Vous entrevoyez ici l'amorce d'un conflit inévitable entre le syndicat des mineurs et les propriétaires de mines, tôt ou tard explosif.

Un second conflit se profile sur les chemins de fer britanniques. Pour prévenir une grève, le ministère de la Guerre a déclaré mobilisables les cheminots ayant servi sous les drapeaux durant la guerre – bien que l'armée permanente ait été remplacée par des volontaires depuis. Le gouvernement revendique ainsi rétroactivement le droit de mobiliser ces anciens soldats, non seulement en cas de guerre, mais « dans l'intérêt national ». Traduction : en cas de grève, l'État contraindrait ces cheminots-militaires à travailler sous discipline martiale. Voilà les prémices d'une nouvelle confrontation. Ces deux faits suffisent à révéler les failles de cette prétendue prospérité.

Tournons-nous vers l'Allemagne. Son industrie est officiellement rétablie : la production charbonnière aurait retrouvé son niveau d'avant-guerre. Certains affirment – avec des réserves – que l'ensemble du secteur industriel aurait suivi. Mais n'oublions pas le fardeau des réparations : à partir de 1925, l'Allemagne doit verser aux Alliés des sommes colossales en marks-or, passant de 1,5 milliard en 1925 à 2,5 milliards annuels après cinq ans.

Pour honorer ces paiements sans brader son patrimoine industriel, l'Allemagne devrait dégager un excédent commercial de 6 milliards de marks-or – soit exporter pour 6 milliards de plus qu'elle n'importe. Même en supposant une pleine capacité productive, les calculs les plus rigoureux n'autorisent qu'un surplus de 2,5 milliards, à peine suffisant pour les réparations.

Or, cette équation relève de l'utopie pure : les Alliés bloqueraient toute invasion de leurs marchés par des produits allemands à bas coût. L'Angleterre interdit déjà la vente à perte à l'étranger ; la France applique des tarifs douaniers prohibitifs. Sans parler du fait que les Alliés n'étaient pas satisfaits des obligations que l'Allemagne leur remettait, alors qu'elle s'était engagée à le faire en commençant par un milliard et demi de marks-or, augmenté jusqu'à 2,5 milliards de marks chaque année. Les Alliés, conscients que l'obligation est un papier et qu'eux-mêmes ne se soucient guère de leurs propres obligations (l'exemple de la Bessarabie est à cet égard particulièrement représentatif), ne se sont pas limités à de simples bouts de papier, mais ont confisqué les chemins de fer allemands, le système de crédit allemand, et l'industrie allemande, lui imposant 5 milliards de marks-or, qu'elle doit payer sur ses revenus. En outre, ils prélèvent 26 % sur la valeur des importations allemandes. Un commerçant allemand vendant en Angleterre ou en France voit 26 % de sa recette confisquée par les douanes – somme que le gouvernement allemand est censé lui rembourser. Ainsi, cette « idylle capitaliste » regorge de motifs d'inquiétude.

Certes, une tentative fut faite pour jeter un pont entre le capitalisme allemand et français. Les capitalistes français déclaraient : « Nous avons le minerai, vous avez le charbon : unissons-nous pour créer la plus grande industrie métallurgique mondiale. Associer le minerai d'Alsace-Lorraine au charbon westphalien signifierait former un trust colossal, base d'une industrie sidérurgique sans égale. » Pour désamorcer l'opposition anglo-américaine, les Français proposèrent d'intégrer des capitaux britanniques et américains dans ce consortium. Pourtant, malgré des négociations, ce projet échoua. Au contraire, nous assistons aujourd'hui à un autre fait : la rupture imminente des pourparlers commerciaux germano-français.

Lors de la signature du traité de Versailles, Allemands et Français s'engagèrent à autoriser, jusqu'à mi-février 1925, l'entrée en Allemagne des produits industriels d'Alsace-Lorraine sans droits de douane. Pour ces régions – anciennement allemandes, désormais françaises –, dont les débouchés traditionnels (Italie, etc.) dépendaient d'un marché allemand ouvert, cette clause maintenait une fiction d'intégration à l'Empire. Le 10 ou 15 février (je ne me souviens plus exactement), cet engagement expira. L'Allemagne ferma automatiquement ses frontières aux produits manufacturés alsaciens-lorrains.

Depuis deux mois, des négociations commerciales germano-françaises ont lieu – sans résultat. Bien au contraire : l'arrivée au pouvoir en Allemagne d'un gouvernement nationaliste de droite, combinée à l'instabilité politique d'[Herriot](#) en France, a provoqué au sein du bloc radical-socialiste français un revirement si prononcé qu'on ne distingue plus les discours d'Herriot de ceux de Poincaré. Les

déclarations récentes d'Herriot, commentées avec hostilité en Allemagne, en témoignent. Ainsi, le nœud franco-allemand, loin de se défaire, se resserre.

Je pourrais multiplier les exemples démontrant qu'en dépit d'une amélioration conjoncturelle, l'Europe se heurte à une série de problèmes économiques et politiques insolubles par les moyens diplomatiques habituels.

Premièrement, rien ne résorbera la contradiction fondamentale inscrite dans le système européen issu des prétendus « traités de paix ».

Tous les États se divisent en deux groupes : vainqueurs et vaincus. Aucun argument ne convaincra ces derniers de leur « chance » : ni l'Allemagne, ni l'Autriche, ni la Bulgarie, ni la Hongrie n'accepteront que leurs armées soient réduites (100 000 hommes pour l'Allemagne ; 20-30 000 pour la Hongrie et la Bulgarie) alors que leurs voisins conservent des forces colossales. Rien ne les persuadera que les territoires saisis leur étaient étrangers, ou que la servitude économique imposée incarne une « justice supérieure ».

Au cœur du système européen gît un antagonisme insurmontable. S'il n'est pas résolu par la classe ouvrière, il mènera inévitablement à un affrontement inter-capitaliste.

Sur le plan économique, la complexité n'est pas moindre. Chaque pays cherche à accaparer des marchés. La loi de la concurrence – l'écrasement du faible par le fort – structure le développement capitaliste. On n'empêchera pas : le capital américain de viser l'hégémonie mondiale ; le capital britannique, bien que collaborant parfois avec son homologue américain (via la liquidation des dettes interalliées), de refuser de devenir un appendice des États-Unis – malgré ses 286 à 300 millions de livres sterling de capitaux libres annuels ; et les industriels anglais d'ouvrir leurs marchés à l'Allemagne « pour la paix ».

Ils déclarent : « Laissez l'Allemagne commercer avec la Russie, mais nous refusons l'accès de notre marché à l'industrie allemande. » Rien ne persuadera les Français – ni surtout les Allemands – qu'en intégrant un consortium industriel germanique, ils renforceraient l'État français, c'est-à-dire le système même qui écrase l'Allemagne. Ces contradictions, pour ne citer que les plus saillantes, deviennent insurmontables et seul le prolétariat peut les résoudre. Lui seul peut unir le charbon au minerai, trancher les nœuds territoriaux, instaurer un échange international où la prospérité humaine ne requiert ni conquêtes, ni exploitation d'États entiers, ni réduction de centaines de millions d'êtres à un statut de races inférieures. Ainsi émerge la contradiction centrale : non seulement entre capitalistes rivaux, mais entre l'ensemble de leur classe et le prolétariat international.

Camarades, après avoir décrit statistiquement la phase actuelle de crise capitaliste, il est crucial d'en révéler les lignes de fracture internes où mûrit l'offensive du Capital.

Revenons à l'analyse de la production capitaliste. À ce stade, le capitalisme sort de la crise pour entrer dans une phase d'assaut. Une fois les stocks écoulés et la crise dissipée, il relance la production à un rythme accéléré, jusqu'à la prochaine surproduction – et au chômage massif. Cette loi des crises capitalistes, énoncée par Engels en 1847, est désormais un lieu commun de l'économie politique, admis même par les économistes bourgeois. Depuis la guerre, le capitalisme a traversé des moments critiques.

Comme l'expose mon analyse, malgré des poches de chômage (métallurgie et mines anglaises), une accumulation de forces capitalistes est observable partout. Elle se manifeste d'abord par la stabilisation monétaire, le rétablissement du crédit et des liens internationaux. Ce socle consolidé, le capitalisme déploie désormais toute son énergie pour écouler les produits de son appareil industriel ressuscité.

Alors que la crise exacerbe les tensions internes, la prospérité capitaliste exporte la lutte sur les marchés étrangers. Le Capital prépare son offensive par un travail moléculaire invisible : chaque État capitaliste s'empare des nœuds économiques stratégiques mondiaux, s'y enracine, puis bondit vers de nouvelles conquêtes. Cette expansion correspond à une phase de relance productive – et d'affrontements internationaux exacerbés.

Le processus sournois par lequel les puissances fortes accaparent les leviers économiques des faibles s'observe parfois au grand jour. Les prêts internationaux en sont un mécanisme : loin de se contenter de percevoir des intérêts, les capitalistes (anglais, français ou américains) infiltrèrent l'industrie locale, fondèrent des banques, pénétrèrent l'appareil économique des pays emprunteurs. Permettez-moi d'illustrer ce phénomène en dévoilant le labeur patient – comparable à celui d'une taupe – par lequel le Capital creuse ses tunnels, ouvre ses voies, établit ses têtes de pont, avant de lancer l'assaut frontal.

Prenons le capital américain. Nous avons coutume de décrire les États-Unis comme un État indifférent aux affaires européennes. Certes, l'Amérique clame sans cesse son refus de s'immiscer en Europe. Cependant, des déclarations récentes suggèrent qu'elle ne peut plus s'isoler et doit intervenir. Mais même lorsqu'elle prônait la non-intervention, le capital américain infiltrait méthodiquement le système européen, s'emparant de ses nœuds économiques, étendant son influence, pénétrant l'industrie et y créant banques et entreprises.

Vous avez entendu parler des spéculations américaines lors de l'effondrement du mark allemand et de la couronne autrichienne. Ces paris sur la chute quotidienne des monnaies coûtèrent cher aux capitaux anglo-américains : espérant une remontée du mark, ils perdirent près de 9 milliards de dollars.

Une autre spéculation s'avéra plus fructueuse : en achetant des marks dépréciés et des entreprises allemandes, les Américains pénétrèrent l'industrie germanique, s'implantant même en Ruhr. En France, lorsque Morgan accorda 100 millions de dollars pour stabiliser le franc, ce prêt privé visait clairement à infiltrer l'industrie locale.

À l'Est, l'action du capital américain est révélatrice. Quel lien entre l'Amérique et les récents événements en Albanie ? Examinez son rôle en Yougoslavie : le groupe Blair, célèbre aux États-Unis, y organisa un prêt gouvernemental. Aujourd'hui, on évoque un prêt similaire pour la Pologne. La Yougoslavie, elle, obtint des fonds via Blair, qui acquit en échange des entreprises locales. Mais l'intérêt principal de Blair résidait dans le pétrole albanais – bien que modeste, son contrôle offre un avantage stratégique.

Avec l'appui du gouvernement yougoslave, Blair arma des détachements composés de soldats de [Wrangel](#) (toujours disponibles pour de telles aventures). Ces unités, formant la garde frontalière albano-yougoslave, envahirent l'Albanie – mitrailleuses, canons et artilleurs à l'appui – renversant en dix jours le gouvernement Noli. Aujourd'hui, Ahmed Zogu règne, soutenu par M. Blair et ses financiers.

Quel rapport entre le capital américain et les événements géorgiens ? Aucun, semblerait-il, entre Ford – producteur de 12 millions de voitures annuelles – et la Géorgie. Pourtant, Ford sait que son empire dépend du pétrole. Les réserves américaines s'épuisent (16 à 25 ans selon les estimations). D'où l'intérêt soudain pour la Géorgie, voie d'accès au pétrole de Bakou. La firme anglaise Shell (deuxième groupe pétrolier mondial après Standard Oil) serait également impliquée dans ces manœuvres géorgiennes, selon certaines sources.

Prenons un autre cas, celui de l'Angleterre. En ce qui concerne l'Allemagne et la Ruhr, le capital anglais a agi de concert avec le capital américain. Alors que l'Allemagne et la France, tels deux coqs, se déchiraient jusqu'à l'épuisement de leurs forces et de leurs finances, les capitaux anglais et américains s'infiltraient en amis dans la Ruhr. Les Allemands saluèrent leur arrivée, estimant que si l'Angleterre et

L'Amérique avaient des intérêts dans la libération de la Ruhr, les Français seraient contraints de l'évacuer. Un calcul fondé, d'autant que les Français, liés par les dettes interalliées envers l'Angleterre et l'Amérique, devaient ménager ces puissances.

Autre exemple : Pour stabiliser le franc, la France emprunta à M. Morgan. Je vous ai mentionné que Vienne fut jadis le nœud financier clé desservant tout le Sud-Est. Aujourd'hui, elle a retrouvé 60 % de ce rôle. Concrètement, Vienne héberge désormais des succursales des plus grandes banques anglaises, dont la Bank of England – institution semi-publique anglaise émettant des billets – via sa filiale Anglo-Austrian Bank (capital : 2 millions de livres sterling). À Prague, l'Anglo-Czech Bank dispose de 160 millions de couronnes tchèques de capital et 56 millions de réserve. Ces banques ne se limitent pas aux opérations financières : elles visent à contrôler les industries locales. L'Anglo-Austrian Bank investit massivement dans la métallurgie autrichienne et étend ses activités en Yougoslavie, notamment dans l'aménagement du port de Dalmatie. L'Anglo-Czech Bank domine les sucreries, la transformation métallique, les porcelaines et l'industrie chimique.

En Hongrie, après un prêt anglais de 14 millions, Londres ne se contenta pas d'être créancière, mais s'impliqua activement dans l'économie locale. À Budapest, la Commission du Danube est présidée par un amiral anglais, et l'Anglo-Hungarian Bank investit dans l'industrie hongroise.

En Roumanie, Serbie et Bulgarie, même schéma. La firme anglaise Armstrong contrôle l'aviation et le pétrole roumains. Lord Bill inspecta l'été dernier les ports roumains pour les adapter à une flotte marchande majeure. Senk Beynker [?], haut fonctionnaire britannique, discuta à Bucarest de la modernisation de l'aviation roumaine, soutenant les initiatives d'Armstrong. À Belgrade, Armstrong, Uimos [?] et autres firmes britanniques exploitent chemins de fer, mines et charbonnages en Bulgarie et Yougoslavie. Le capital anglais infiltre aussi les industries du tabac et minières grecques et bulgares.

Côté français, la Länderbank de Vienne – détenue à 60 % par la Banque de Paris et des Pays-Bas – incarne leur influence. Bien que conservant son nom, elle est contrôlée par des intérêts français. Ceux-ci dominent également la Tchécoslovaquie, rivalisent en Yougoslavie et s'étendent en Bulgarie.

Prenons le capital italien. La Banque Commerciale (Commerzbank) de Vienne, associée au consortium postérieur à son récent effondrement – dont émergea la firme Castiglione, contrôlant une partie de l'industrie autrichienne –, illustre cette infiltration. Il s'agit plutôt d'une banque germano-américaine dirigée par [Stinnes](#), qui, dès l'après-guerre, pénétra l'Autriche-Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Turquie, s'emparant d'entreprises variées, jusqu'à des quotidiens et maisons d'édition sans lien apparent avec ses activités industrielles.

Ces exemples, bien que partiels, révèlent comment les capitalistes ont tissé, depuis la guerre, un réseau de contrôle sur les nœuds économiques des Balkans et du Proche-Orient (le Moyen-Orient étant déjà colonisé). En Turquie, la concession Chester – promesse turque d'un réseau ferroviaire – joua un rôle clé lors des négociations de Lausanne<sup>4</sup>. Lors de celles-ci, une délégation arménienne, accompagnée d'un méthodiste américain, protesta contre le sort des survivants des massacres. Apprenant que cette pétition risquait de compromettre la concession, l'Américain alerta Chester. Trois jours plus tard, les États-Unis désavouèrent l'initiative. La tentative capitaliste échoua, mais marqua les visées américaines sur la Turquie.

En Perse, la Anglo-Persian Oil Company exploite les gisements du Sud. En Chine, le capital étranger domine depuis longtemps : quartiers sous régimes spéciaux, concessions européennes à Shanghai, territoires contrôlés (Canton par la France, Hong Kong par l'Angleterre, Weihaiwei et Taiwan par le Japon). Un détail symbolise ce rapport colonial : à l'entrée d'un parc de concession, un écriteau stipule :

---

4. La Conférence de Lausanne se déroula de novembre 1922 à juillet 1923 (avec des interruptions), elle devait fixer, à la suite du traité de paix entre les puissances Alliées et la Turquie, le régime des Détroits turcs et l'accès de la mer Noire, notamment aux navires de guerre. La délégation soviétique, emmenée par Tchitchérine et Rakovsky, y défendit activement la souveraineté du peuple turc sur ses eaux territoriales.

« Interdit aux chiens et aux Chinois ». Les Chinois, déshumanisés, subissent un mépris ancestral. Une Européenne, pudique devant ses pairs, n'éprouve aucune gêne face à un « indigène » – rapport bestialisé, hérité des siècles.

Ces nœuds économiques, renforcés ou créés *ex nihilo* après la guerre, servent de tremplin à l'offensive capitaliste. Le capitalisme mondial, renforcé par cinq années de guerre, ne se contente plus des Balkans ou d'une Europe centrale aux ressources limitées. Il cherche de nouveaux débouchés : l'Afrique est colonisée ; reste à démembrer l'Albanie, la Bulgarie – enjeux d'un avenir proche. Le récent coup d'État albanais, dominé par la Yougoslavie (l'Italie, bien qu'intéressée, reste en retrait), annonce des tensions. La Yougoslavie, promue gendarme des Balkans via la SDN [*Société des Nations*], supervise le désarmement bulgare.

Les Balkans, moins vitaux comme marchés que comme porte d'accès à l'URSS, cristallisent cette logique. Faut-il les conquérir ou pactiser ? Cela dépendra de leur résistance et des contradictions du capital : en investissant colonies et dominions, les puissances y créent paradoxalement des capitalismes locaux rivaux. L'Exemple indien le démontre : le textile britannique, implanté via des capitaux exportés, se heurte désormais à une industrie indigène réclamant des barrières douanières contre... l'Angleterre.

L'Angleterre est un cas particulièrement révélateur. Qu'est-ce que l'Empire britannique ? Un conglomérat d'innombrables *dominions* (États autonomes) et colonies. Mais leurs relations économiques internes révèlent des politiques commerciales distinctes. Un traité avec l'Angleterre ne lie ni l'Afrique ni le Canada – ces derniers négocient séparément. Cette réalité alimenta la politique du gouvernement conservateur, provoquant la dissolution du Parlement fin 1923. Vous vous souvenez de la conférence des *dominions* en décembre-janvier : ils réclamèrent un renforcement des liens économiques avec la métropole. Comment ? En ouvrant davantage leurs marchés aux produits britanniques, tandis que l'Angleterre fermerait les siens aux autres nations, privilégiant ses *dominions*.

Bonar Law, chef conservateur lors des élections de 1922, jura qu'aucun tarif protectionniste ne serait imposé sans consultation populaire. Quand [Baldwin](#) tenta cette réforme, il dut dissoudre le Parlement – le rejet des conservateurs les contraignit à démissionner. Aujourd'hui, ils relancent le projet, forts d'une majorité écrasante.

Mais l'essentiel est ailleurs : Je voulais montrer la complexité du système créé par les relations capitalistes, la façon dont le capital reproduit ses propres contradictions. C'est précisément la raison pour laquelle nous avons un mouvement national en Inde et en Chine. Une bourgeoisie locale émerge : en Chine, malgré le chaos politique, les statistiques montrent une baisse des importations de produits manufacturés étrangers au profit de matières premières (coton, fer), signe d'une industrie nationale en croissance. Il en va de même pour les firmes commerciales chinoises qui supplantent peu à peu les étrangères. En Inde, le tableau est le même. Si vous consultez les journaux anglais, vous constaterez qu'ils affirment que la réforme n'a pas satisfait les Indiens, qui poursuivent leur lutte et leurs actes terroristes, notamment ceux des terroristes bengalis. Ils voient combien il est absurde de blâmer le Parti communiste et le pouvoir soviétique, car ce phénomène existait avant eux, il était dû au développement économique des pays sous-développés. Et il continuera de s'aggraver, la lutte se poursuivra et deviendra de plus en plus acharnée.

L'Égypte en est un exemple typique. Ce qui s'y est passé illustre bien la prise de positions économiques importantes par le capital anglais. Les exigences de l'Angleterre envers l'Égypte, et que l'Égypte a dû accepter, étaient qu'outre la renonciation au Soudan, l'Égypte ne limite pas la superficie des terres irriguées entre le Nil Bleu et le Nil Blanc, entre ces deux affluents du Nil. Quel est le problème ? Pourquoi cette bande de 1 200 000 hectares était-elle auparavant limitée ? Pourquoi l'industrie anglaise n'a-t-elle pas autorisé une irrigation plus importante ? En effet, si l'industrie anglaise autorisait le prélèvement des eaux du Nil Blanc et du Nil Bleu pour irriguer les vastes zones

situées entre ces deux affluents, il ne resterait plus d'eau pour irriguer l'Égypte elle-même. C'était une garantie de la part de l'Égypte qu'elle ne serait pas privée d'eau.

Vous savez que l'Égypte est une longue bande de terre le long des deux rives du Nil, étroite sur 40 kilomètres, et qu'à l'est et à l'ouest, il y a du sable. Voilà l'Égypte. Grâce au Nil, il récolte quatre fois par an, mais si les eaux du Nil étaient captées en Égypte, le pays se transformerait en désert jusqu'aux rives peu profondes. Et lorsque la diplomatie anglaise s'efforce aujourd'hui de faire en sorte que les Égyptiens cessent de formuler de telles exigences, notamment en matière d'utilisation des eaux des affluents du Nil, elle sait ce qu'elle fait.

Camarades, cette offensive capitaliste – en Europe centrale, dans les Balkans, en Asie, en Afrique du Nord – se manifeste par une mosaïque de conflits : Mossoul, le pétrole, le Maroc espagnol (l'Angleterre s'y oppose à la France), la rivalité nippo-américano-britannique en Chine. Autant d'épisodes d'une guerre économique pour les marchés. L'issue dépendra de deux forces : l'URSS et la Chine.

Un troisième acteur pèse : le prolétariat mondial. Sa détermination décidera si l'antagonisme capitaliste se résoudra par la guerre ou autrement. Concernant l'URSS, nous sommes la cible première. Conscients du danger, nous savons notre poids : marché colossal, réservoir inépuisable de matières premières. Un conflit avec le capital mondial est-il inévitable ? Pourrions-nous négocier, non en colonisés, mais en égaux ? Nous le répétons : nous ne voulons pas de servitude, mais des accords mutuels pour moderniser notre économie.

Récemment, [Chamberlain](#) se plaignait au Parlement du « caractère désavantageux » du commerce anglo-soviétique. En quoi ? Si vous examinez les statistiques de notre commerce avec l'Angleterre, vous verrez qu'en 1924, nous avons exporté vers ce pays pour environ 130 à 140 millions de roubles-or de matières premières. L'an dernier, nous y avons expédié d'énormes quantités de céréales, de bois, de pétrole – sans compter le lin, le beurre et autres produits ukrainiens. Au total, nos exportations avoisinent 150 millions de roubles-or. Nos importations anglaises équivalent à ce montant. Sur les huit premiers mois (janvier à août), selon notre représentation commerciale, nous avons acheté en Angleterre pour un demi-million de livres de plus que nous n'y avons vendu. Les chiffres bruts étaient : exportations soviétiques à 10 millions de livres, importations depuis l'Angleterre à 10,5-11 millions de livres.

Mais l'analyse révèle une réalité différente. Sur ces 11 millions de livres d'importations, seuls 1,5 million (soit 15 millions de roubles) correspondaient à des produits manufacturés britanniques. Le reste – 9,5 millions de livres – concernait des réexportations : marchandises achetées par l'Angleterre dans ses colonies ou à l'étranger, revendues avec profit. La statistique anglaise distingue exportations (produits nationaux) et réexportations (marchandises étrangères redistribuées).

Or, selon Londres, nos échanges totaux (exportations + réexportations) ne dépasseraient pas 5,5 à 6 millions de livres. Pourquoi ? Nous avons acheté 6 millions de livres d'argent en Angleterre pour frapper 40 millions de demi-roubles – les métaux précieux n'étant pas comptabilisés comme marchandises. Chamberlain et la presse conservatrice s'en émurent : « L'URSS vend pour 12 millions de livres et n'achète que 1,5 million de produits britanniques ! » En ajoutant les 4 millions de réexportations, le total semblait dérisoire.

Lors de notre échange, j'ai rectifié les choses : ce sont les 6 millions pour l'achat d'argent qui expliquent l'écart. J'ai reconnu que l'industrie anglaise ne profitait guère de nos achats (1,5 million de livres). Mais cette situation n'avantage personne car nous sommes contraints d'importer des biens de consommation et non des équipements destinés à moderniser notre industrie ou à restaurer notre capital fixe. Si l'Angleterre octroyait des crédits à long terme (comme le prévoient ses lois sur le commerce extérieur), nous commanderions alors pour 15 à 20 millions de livres de produits manufacturés – et non pour 1,5 million. En 1923, avant le tarif protectionniste de Baldwin, nous avions

préparé une commande de 16 millions de livres (plus 4 millions au budget), mais ce projet a été abandonné.

Ces faits illustrent l'impasse : le capital étatique anglais, avide du marché soviétique, échoue à concilier ses intérêts. Livré à lui-même, il réduirait notre pays en colonie, apposant aux portes de nos parcs l'infâme écriteau de Shanghai. Il n'y a pas de limites, pas de frontières pour le capital. Mais confronté à un État refusant de se sacrifier, renoncera-t-il à tout profit faute de tout obtenir ? Tel est le fond de la question, dans la mesure où elle concerne les relations entre nous et les États capitalistes.

Quant à la lutte entre prolétariat et capitalisme mondial, son issue dépasse largement les seules relations interétatiques : c'est une tâche historique. Notre existence en tant qu'État socialiste permet de soutenir moralement et matériellement la classe ouvrière, mais ne décide pas du sort final. Si le capitalisme doit mourir, notre présence n'y changera rien. S'il survit encore un peu, il succombera tôt ou tard à la loi historique : tout régime antagoniste aux intérêts des masses est condamné.